

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 202 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3028 - Prix : 1€

Ceux qui dirigent nous mènent à la catastrophe



**Eau potable :
fuites et source
de profits**

Page 5

**Grande distribution,
grande restructuration,
grande exploitation**

Page 7

**Afrique du Sud et ailleurs
Les divisions entre travailleurs
ne profitent qu'à leurs
exploiteurs**

Page 12

La menace ne vient pas des immigrés de Ceuta, mais de nos propres dirigeants !

L'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de jeunes Marocains à Ceuta, enclave espagnole sur le continent africain, a immédiatement provoqué un déchainement de mensonges. Non seulement la droite et l'extrême droite, mais aussi la plupart des gouvernants européens rejoints par Trump aux États-Unis, ont brandi la menace d'une « invasion » dont il faudrait se défendre.

Le fait qu'il y ait eu une centaine de morts ne leur a pas tiré une larme. Pas plus le fait que les migrants soient restés dehors, avec les seuls vêtements qu'ils portaient pendant leur traversée, sans argent ni accès à un minimum d'hygiène, en butte aux violences des militaires et de certains habitants. « *On croyait atteindre le paradis, et on s'est retrouvé en enfer* », résumait l'un d'eux, avant de regagner le Maroc, comme l'ont fait la très grande majorité d'entre eux.

Liberté de circulation pour tous les travailleurs !

Ces jeunes, parmi eux de nombreux adolescents de moins de 15 ans, ont voulu fuir la pauvreté, le chômage, qui touche, au Maroc, près de la moitié de la jeunesse. Pouvoir travailler et réaliser ainsi leurs rêves était leur seul but, le même que tous les jeunes de leur âge dans le monde. La liberté de se déplacer et le droit de s'installer là où les travailleurs peuvent gagner leur vie devrait être un droit élémentaire. Que des jeunes soient obligés, pour cela, de risquer la mort est révoltant ! Le Premier ministre espagnol Sanchez a annoncé l'envoi de policiers, de militaires et de blindés, évoquant « *une attaque, une violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne* ». Mais que dire de l'intégrité du territoire marocain, alors que les enclaves de Ceuta et Melilla constituent des vestiges du colonialisme espagnol !

Tous les dirigeants européens savaient très bien que ces milliers de jeunes ne pouvaient pas se rendre en Espagne ni dans l'Union européenne. En effet, Ceuta est soumise à un statut dérogatoire tel que l'accès au reste de l'Europe est aussi difficile qu'à partir du Maroc. Mais Macron a tout de même multiplié par cinq le nombre de policiers et de gendarmes à la frontière franco-espagnole.

Les mensonges des dirigeants européens

La palme du cynisme revient à la Première ministre italienne d'extrême droite Meloni, qui a annoncé la suspension de la libre circulation de l'espace Schengen à l'Espagne, avec laquelle l'Italie ne partage pourtant aucune frontière. La quasi-totalité des autres dirigeants de l'Union européenne lui ont emboité le pas. Tous ont délibérément menti car ils sont d'accord pour faire comme si l'immigration était aujourd'hui le danger principal. C'est une diversion ignoble, mais aussi dangereuse, utilisée par l'extrême droite, championne du repli sur soi, et par bien des politiciens.

Tous veulent faire croire aux travailleurs que les immigrés constitueraient une menace et que les frontières devraient protéger du chômage et de la pauvreté. Mais le responsable du chômage, de la précarité et des bas salaires est d'abord le patronat, et le faire reculer dépend exclusivement des luttes que le monde du travail est capable de mener pour s'opposer à sa rapacité. Ceux qui répètent qu'on ne peut pas « accueillir toute la misère du monde » nous prêchent en réalité la résignation et veulent nous faire accepter, comme une fatalité qu'on ne pourrait pas changer, l'état catastrophique des hôpitaux et de tous les services publics les plus vitaux...

Combattre les vrais responsables de la misère

Les véritables responsables de la misère, en France comme dans les autres pays, ce sont les actionnaires des géants du CAC 40 dont les profits ont augmenté de plus de 44 % au premier semestre 2026, pour atteindre 74,93 milliards d'euros. Une minorité de riches bourgeois, 153 familles milliardaires, accapare les richesses produites par des millions de travailleurs. Une minorité de capitalistes et les gouvernants à leur service organisent l'exploitation de tous les peuples et le pillage des ressources des pays pauvres. Avec leurs rivalités et leurs guerres, des régions entières du monde sont détruites et rendues invivables.

C'est tout cela qu'on voudrait nous faire oublier avec l'épouvantail de l'immigration. Garantir à tous une vie à la hauteur des immenses possibilités que recèle la société ne sera possible qu'en renversant le capitalisme. Quelles que soient leur nationalité, leur origine et leur religion, les travailleurs doivent refuser les divisions pour pouvoir mener ce combat commun contre leurs exploiteurs.

Nathalie ARTHAUD

Intérêts de la dette : par ici la monnaie !

Depuis le début de l'année, l'État a dépensé 34,5 milliards d'euros en intérêts de la dette, environ 5 milliards de plus que durant le premier semestre 2025, en hausse de près de 19 % en un an.

Cette charge va encore s'alourdir dans les mois à venir : à la fin de 2026, l'État devrait avoir consacré autour de 60 milliards d'euros au paiement des intérêts de sa dette, soit presque autant que les crédits alloués cette année à l'enseignement scolaire (hors paiement des pensions de retraite).

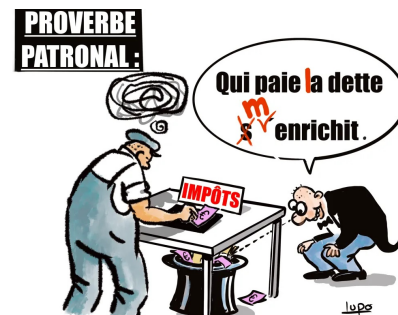
Comme tous les États, la France emprunte en permanence sur les marchés financiers, auprès de banques, de compagnies d'assurances, de fonds d'investissement, de fonds de pensions et d'autres investisseurs. Une grande partie des nou-

veaux emprunts sert donc simplement à rembourser les titres de dette arrivant à échéance. Par exemple, cette année, 176 milliards d'euros de dette à moyen et long terme arrivent à échéance ; pour les rembourser et financer son nouveau déficit prévisionnel d'environ 125 milliards d'euros, l'État prévoit de lever un peu plus de 300 milliards sur les marchés.

Or, ces emprunts se font actuellement à des taux particulièrement favorables aux créanciers : les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient et les incertitudes commerciales et financières ont fait remonter les taux d'intérêt. Des emprunts anciens, contractés à des taux faibles il y a plusieurs années, arrivent à échéance et doivent être remplacés par de nouveaux emprunts à 3 ou 4 %.

Des dizaines de milliards d'euros

du budget public, c'est-à-dire des impôts prélevés sur le travail et les achats de tout un chacun, sont ainsi versés chaque année sous forme d'intérêts à de grands groupes financiers. Et la nécessité de réduire la dette est ensuite brandie par les responsables politiques pour imposer des restrictions sur les dépenses utiles à la population, écoles, hôpitaux, infrastructures de transport, etc. C'est ainsi que le parasitisme d'une poignée prospère grâce aux sacrifices imposés aux classes populaires.



Pompiers : une colère justifiée

Les neuf syndicats de sapeurs-pompiers appelaient ensemble à une journée de grève et à une manifestation à Paris, devant le ministère de l'Intérieur, jeudi 13 août à 14 heures.

Dans leur communiqué, on peut lire : « Les sapeurs-pompiers ne demandent ni admiration particulière, ni glorification permanente. Ils demandent simplement de pouvoir accomplir leurs missions dans des conditions compatibles avec les enjeux auxquels ils sont confrontés, avec des effectifs suffisants, des équipements adaptés et des moyens opérationnels à la hauteur. La situation actuelle n'est pas uniquement la conséquence d'un contexte climatique de plus en plus extrême. Elle résulte également de plus de vingt années de sous-investissement dans

la Sécurité civile, d'alertes répétées restées sans réponse et de choix politiques qui ont progressivement affaibli notre capacité collective à faire face aux crises majeures. »

Les pompiers demandent donc que l'État mette les moyens suffisants, en matériel et en effectif, et tienne compte des besoins nouveaux engendrés par le changement climatique, dont les mégafeux de l'été ont été une illustration. Cette exigence plus que justifiée et cet appel à une grève qui, vu les circonstances, ne pourra être que symbolique, ont pourtant suscité la colère du président de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours (Sdis), Olivier Richefou. En tant que président du Conseil départemental de Mayenne, celui-ci avait déjà porté plainte contre les pompiers grévistes en 2025. Au lendemain du commu-

niqué intersyndical, il a déclaré que non seulement les pompiers sont assez nombreux mais qu'ils sont bien payés pour ce qu'ils font. Pour un président des Sdis, on peut dire qu'il sait mettre de l'huile sur le feu.

Suite à cela, les syndicats demandent désormais qu'il démissionne ou qu'il soit démis de ses fonctions. Une revendication légitime qui ne devra évidemment pas faire oublier toutes les autres, sur les moyens, les effectifs, les salaires et les conditions de travail.



Ingérences : les manipulateurs sont ici !

L'élection présidentielle serait lourdement menacée. D'un côté, veilleraient l'ours russe et les manipulateurs chinois ; de l'autre, les ombres de Trump et de Netanyahu planeraient sur le choix des électeurs.

De Glucksmann à Attal, jusqu'à Mélenchon, tout le monde s'unit pour dénoncer la menace extérieure et sauver une démocratie que tous disent menacée.

Cette indignation d'opérette oublie une véritable ingérence, bien réelle : celle de la bourgeoisie, des milliardaires. Les Bolloré, Arnault, Saadé, Bouygues, Dassault ou Niel ne se contentent pas d'orienter les médias : ils imposent leur ligne de classe. Propriétaires de groupes de presse, ils s'arrogent le droit de fixer le cadre du débat. Quand neuf milliardaires contrôlent plus de 90 % des médias privés en France, parler de liberté de la presse et du débat démocratique relève de la farce.

Après avoir porté Macron au sommet, ces milliardaires capitalistes s'affairent déjà à choisir le futur occupant de l'Élysée. Du côté de la bourgeoisie, l'ingérence est une habitude de classe. Quand on possède déjà les entreprises, les banques et les médias, on estime naturellement que sa propre opinion doit s'imposer à tous. Le grand capital ne

se contente pas de régner sur la société, il entend aussi lui dicter

sa pensée... pour autant que ce soit le mot qui convienne.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

PLACE CARRÉ CATHÉDRALE SAINT-DENIS

SAMEDI 29 AOÛT de 16H30 à 18H00

SAMEDI 12 SEPTEMBRE de 16H30 à 18H00

Pour nous contacter :

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Violences sur mineurs : Darmanin enfonce Darmanin

Darmanin, le garde des Sceaux, a adressé une lettre de douze pages au ministre de l'Intérieur Nuñez, pointant les défaillances des services de police dans la prise en charge des violences sexuelles dont des enfants sont victimes.

La lettre, confidentielle mais rendue publique par la presse le 8 août, a déchaîné les foudres des syndicats de policiers, représentants d'une profession généralement choyée par les gouvernements. L'Association nationale de la police judiciaire (ANPJ) dénonce une « trahison » de la part de Darmanin qui, il est vrai, a

précédé Nuñez à l'Intérieur pendant quatre ans.

Au moment de l'affaire Lyhanna, Darmanin s'était déchargé de sa responsabilité écrasante sur les juges et les greffiers, les sommant de purger en urgence 70 000 dossiers – aujourd'hui 85 000 – de violences sexuelles sur mineurs. Le dernier rapport pointe, lui, les défaillances de la police. C'est peut-être une manière de passer la patate chaude à son collègue et néanmoins ami Nuñez.

Mais en l'état, la lettre confirme le désintérêt des services de police

pour les jeunes victimes. Le rapport évalue un « stock fantôme » de dossiers qui n'ont jamais été transmis à la justice : 1 275 à Nîmes ou 905 à Caen, par exemple. Il constate la formation défailante des inspecteurs, leur investissement insuffisant y compris dans les unités spécialisées.

La police, dressée pour imposer l'ordre social, est bien plus prompte à disperser des manifestants ou à pratiquer des contrôles à répétition dans les cités qu'à venir en aide à des victimes.

Société gangrenée par les inégalités = Mortalité infantile en hausse

L'alerte sur l'augmentation de la mortalité infantile en France est lancée par un rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) paru le 4 août. Sur les 27 pays de l'Union européenne la France est passée en 15 ans de la 3ème à la 23ème place, pas loin du fond du classement, avec un taux moyen de mortalité infantile augmenté de 3,5 à 4,1 ‰. Dans les DROM c'est pire. Le nombre de décès pour 1000 naissances va de 10,5 à Mayotte, 9,8 en Guyane, 7,9 en Martinique, 7,8 en Guadeloupe et 6,9 à La Réunion. En 2024, 2700 bébés sont morts en France avant l'âge d'un an.

Ce qui compte le plus pour sauver les nouveau-nés et les jeunes enfants, c'est l'accès aux médicaments,

à un système de santé moderne, à l'eau potable et à une nourriture suffisante. Les difficultés d'accès aux soins sont accentuées par la précarité importante dans laquelle vivent les femmes. À La Réunion, 61 % des femmes cheffes de famille vivent sous le seuil de pauvreté. Seules 42% des femmes en âge de travailler occupent un emploi, et 28% d'entre elles travaillent à temps partiel. 15 % des femmes sont victimes de violences conjugales, soit 3 fois plus que dans l'Hexagone.

L'augmentation de la mortalité infantile à notre époque montre l'état de pourrissement d'une société investissant plus dans les moyens de mort que dans la satisfaction des besoins primordiaux de l'Humanité.



La condamnation des politiques publiques qui diminuent les moyens pour la santé et aggravent la pauvreté et la précarité des mères, est sans appel.

Eau potable : fuites et source de profits



La communauté de communes du sud, CIVIS et Runéo, filiale de Veolia, ont expérimenté une nouvelle méthode pour la recherche de fuites d'eau potable dans les canalisations : l'utilisation des chiens spécialement entraînés à cette tâche.

D'autres communes emboîteront-elles le pas à la CIVIS ?

En tout cas, les réseaux de l'île sont dans un si piteux état que les chiens renifleurs auront du boulot !

En effet, faute d'entretien suffisant et de renouvellement des canalisations, en moyenne, seulement 61 % de l'eau arrive jusqu'aux usagers,

soit 6 litres sur 10. Le reste se perd dans la nature.

On estime à 7 000 km la longueur de tuyaux vieux et défectueux, presque tout le réseau de l'île !

De l'aveu même du président de la Cires, « Pendant plusieurs décennies, les investissements n'ont pas été réalisés à la hauteur des besoins. Les réseaux ont progressivement vieilli et leur renouvellement n'a pas suivi. Les capacités de production n'ont pas suffisamment été diversifiées. Les ouvrages de stockage demeurent insuffisants pour répondre aux besoins d'un territoire qui continue de se développer ». Mais qui prend les décisions ? Ce ne sont pas les élus ?

Actuellement, moins de 1 % du réseau est renouvelé chaque année. À ce rythme, il y a encore des millions de litre d'eau qui n'arriveront pas aux robinets.

Mais si l'eau coule à flots, c'est aussi le cas pour les profits des compagnies des eaux, telles que Runéo ou la Cise.

Ces « délégataires de service public » à qui les élus des intercommunalités ont confié la gestion de l'eau, encaissent le paiement des factures mais ne sortent pas un euro de leur

poche pour l'entretien et le remplacement des canalisations, ni pour les ouvrages de stockage, les stations de traitement, la recherche de nouvelles ressources et les études de planification, etc.

Tous ces besoins en investissements qui se chiffrent en centaines de millions d'euros, sont supportés par les communautés de communes qui ne veulent pas toucher aux bénéfices de ces entreprises.

Au bout du tuyau, ce sont les usagers qui trinquent !

L'eau est un bien commun précieux. Sa gestion, comme celle de toute la société, ne devrait pas être laissée entre les mains de capitalistes qui n'ont du flair que pour l'argent.

sud eau
le service de l'eau - SUD

Adresse de votre branchement : 10 CHEMIN DES BALSAMINES - JACQUES PAYET - SAINT-JOSEPH

Bonjour
En raison de travaux programmés sur le réseau d'eau potable de votre commune

Du 14/08/2026 au 15/08/2026

Le service de distribution d'eau pourra être momentanément affecté (problème d'eau colorée ou de variations de pression).

Ces perturbations ne présentant aucun risque sanitaire, l'eau du robinet peut être consommée sans restrictions particulières.

Nous vous remercions de bien vouloir nous excuser pour le dérangement occasionné par cette intervention.

Congé supplémentaire de naissance : c'est mal parti

Des nouveaux bénéficiaires du congé supplémentaire de naissance se plaignent, à juste titre, de ne pas avoir touché leur indemnisation du mois de juillet, censée être versée début août.

Avec bien des limites, ce dispositif devait permettre à chaque parent d'un enfant né ou adopté à compter du 1er janvier 2026 de bénéficier d'un ou deux mois de congé additionnel. Applicable à partir du 1er juillet 2026, ce droit s'ajoute aux congés de maternité, de paternité ou d'adoption. Mais les indemnisations sont bien faibles, 70 % du salaire net le premier mois et 60 % le second. D'autre part, le contrat de travail étant suspendu, les

bénéficiaires ne sont plus couverts par leur mutuelle d'entreprise. Sans compter qu'il est certain que des employeurs verront d'un mauvais œil ce droit à des congés supplémentaires.

Les décrets d'application tardifs expliquent en partie les retards dans les premiers versements, début août. Mais les personnes concernées ont reçu de leur caisse primaire d'assurance maladie des réponses inquiétantes et contradictoires : certaines demandent de renvoyer des pièces de dossier déjà transmises ou soutiennent que l'employeur n'a pas envoyé tous les éléments de salaire, ce que les salariés ne peuvent vérifier ; d'autres annoncent des versements repoussés à

septembre ou octobre. La Caisse nationale d'assurance maladie, interrogée par les médias, prétend que tout va bientôt rentrer dans l'ordre, tout en avouant des retards dans le traitement des dossiers.

Macron tenait à ses effets d'annonce pour sa politique de « réarmement démographique » afin de plaire à l'opinion réactionnaire nataliste. Ensuite, le gouvernement ne s'est pas préoccupé de l'intendance. Aux bénéficiaires donc de se débrouiller dans le maquis administratif pour tenter de percevoir cette obole.

Prix alimentaires : les profiteurs de la famine



Les prix alimentaires sur le marché mondial, mesurés par la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, sont repartis à la hausse.

En un mois, les prix de gros du blé ont augmenté de 5,8 %, ceux du maïs de 3,6 %, du sucre de 5,6 % et des huiles végétales de 2 %.

Les causes sont multiples : guerre en Ukraine, blocage du détroit d'Ormuz, sécheresse qui diminue les rendements de l'agriculture en Europe occidentale, en Inde ou en Amérique. Et la hausse actuelle des coûts laisse envisager dans les mois qui viennent des hausses encore bien plus importantes des prix de l'alimentation.

Pourtant, malgré les guerres et la sécheresse, la production alimentaire et les stocks restent largement suffisants pour nourrir l'ensemble de la population. Il n'est donc pas vrai que la faiblesse des récoltes explique, et encore moins justifie, cette hausse des prix. Les moyens matériels pour gérer les stocks alimentaires à

l'échelle mondiale existent aujourd'hui mais ils sont aux mains de quatre géants, les ABCD (Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus), qui contrôlent 70 % du marché mondial des céréales. Et cela leur sert avant tout à s'enrichir. Leurs chiffres d'affaires cumulés dépassent les 300 milliards d'euros, autant que les recettes nettes de l'État français. Avec une autre multinationale, Wilmar, ils détiennent également plus de 40 % du marché des huiles et des graisses.

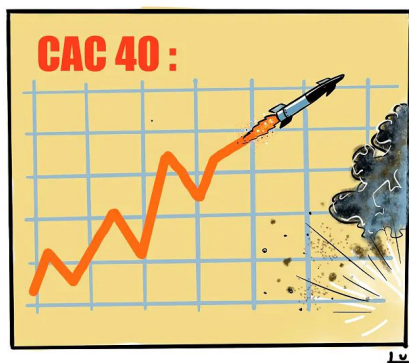
Dans l'économie de marché capitaliste, les pénuries, même limitées, qu'elles soient de pétrole, de blé ou de semi-conducteurs, entraînent des spéculations et des flambées de prix qui rapportent des profits considérables à ces groupes en situation de monopole.

Le nombre d'affamés dans le monde va donc augmenter, ainsi que les difficultés des familles populaires à payer leur nourriture, même dans un pays riche comme la France, pour que ces monstres capitalistes continuent à accumuler des profits.

Cac 40 : la bourse ou la vie ?

Le CAC 40, a battu un nouveau record. Le bénéfice par action de ces grandes entreprises a augmenté en moyenne de 22 % sur un an. Quels salariés ont bénéficié d'une telle hausse ?

Au contraire c'est le recul des salaires, comparés à l'inflation, qui augmente l'exploitation forcée des travailleurs du monde entier menée par les grands groupes capitalistes.



Les rapaces

Le 31 juillet dernier, l'Autorité de la Concurrence a statué sur une demande provenant du capitaliste Caillé détenteur de la franchise Leader Price et du groupe mauricien IBL, principal actionnaire de Run Distribution, qui veulent s'unir pour concurrencer les groupes Carrefour et Leclerc.

Caillé donné pour mort il y a quelques années s'était « refait » lui grâce à l'effacement de ses dettes sociales et fiscales par l'État et en fermant les magasins Dia en sa possession, avec à la clé des dizaines de licenciements.

Les travailleurs craignent que pour rentabiliser leurs affaires, les

patrons profitent de l'occasion pour fermer certaines petites surfaces, s'ils les considèrent comme pas assez rentables, et pour supprimer les doublons dans leurs services administratifs et logistiques.

Les consommateurs, eux non plus, n'ont rien de bon à attendre de ces fusions car, contrairement aux dires de ces capitalistes qui prétendaient que ces fusions permettraient de faire baisser les prix, ces derniers n'ont jamais cessé d'augmenter !

C'est que la lutte contre la vie chère est bien le cadet de leurs soucis. La vie chère qu'ils nous imposent leur sert à étendre leur main mise sur l'univers.

Car les capitalistes cherchent simplement à augmenter leurs profits et la rente aux actionnaires en s'accaparant des parts de plus en plus importantes du marché solvable. C'est ce dont se vante, en définitive, l'un d'eux, le directeur général de Carrefour Océan Indien, qui déclarait récemment au Quotidien « avoir investi au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Costa Rica et dans l'hexagone ».

La vie bon marché sera l'oeuvre des travailleurs quand ils décideront de retirer le pouvoir économique des mains des capitalistes !

Grande distribution, grande restructuration, grande exploitation

Le secteur de la grande distribution alimentaire est assez jeune à La Réunion. Le premier hypermarché est sorti de terre en 1988. En 2019, il y avait déjà dans l'île 18 hypermarchés et 77 supermarchés, générant un chiffre d'affaire de 2 milliards d'euros grâce au travail de 5200 employés.

Si les capitalistes investissent dans ce secteur dans les DOM, c'est parce que l'opération est encore plus rentable que sur le territoire métropolitain. L'excédent brut d'exploitation atteint 4,8 % à La Réunion contre 2,1 % dans l'hexagone (chiffres Iedom).

Cette course aux profits s'est traquée depuis par une lutte incessante des principaux détenteurs de franchises nationales (Carrefour – Leclerc – Leader Price) pour accaparer le plus grand pourcentage du marché disponible. Ces trois groupes

contrôlent aujourd'hui près de 40 % du commerce dans l'île.

En 2020, l'Autorité de la Concurrence autorisait le rachat par le groupe Bernard Hayot (franchise Carrefour) du groupe Vendemia, filiale du groupe Casino. À cette occasion, 247 magasins dans l'Océan Indien (dont 143 à La Réunion) passaient de l'escarcelle du premier dans celle du second.

Mais ladite autorité obligeait Hayot à rétrocéder 4 de ses acquisitions au groupe Run Distribution (enseigne Run Market) détenu par des capitalistes réunionnais dont la Société Adrien Bélier (SAB) et le groupe mauricien IBL.

Run Distribution a reçu à l'époque toute l'attention de l'État qui a effacé plusieurs millions de ses dettes sociales et fiscales. Et avec ça la direction de Run Distribution imposait des sacrifices massifs aux sa-

lariés de ses magasins, à hauteur de 3,5 millions d'euros par an sur trois ans, avec à la clé la diminution de la prise en charge des tickets restaurant et de la mutuelle le travail des dimanches et jours fériés payés à 100 % au lieu de 200 % ! La direction s'était acquies la complicité des syndicats dans ce forfait !

Quelle que soit l'enseigne les travailleurs du secteur représentent une force capable de défendre leur pouvoir d'achat et leurs conditions d'existence. À condition de contrôler eux-mêmes leur lutte.



Bello dans le camp des faux amis des travailleurs

En octobre 2022, Huguette Bello, présidente du Conseil régional, s'était opposée publiquement au rachat des supermarchés Run Market par le groupe mauricien IBL. Entonnant sa rengaine préférée sur le « patriotisme économique » elle sonnait le tocsin « face au danger de

main mise des Mauriciens sur l'économie réunionnaise » !

Las ! Ses invocations font fi des lois du capitalisme et des capitalistes dont le seul patriotisme est celui du profit et des marges bénéficiaires.

Madame l'ex candidate Première ministre (proposition de la gauche

2024), les travailleurs en savent plus que vous sur l'économie réunionnaise eux qui doivent lutter pied à pied contre la surexploitation quelle que soit l'enseigne, quelle que soit la nationalité de l'exploiteur !

Sainte-Suzanne : la CRC contre la population

Les dirigeants de la Chambre des Comptes de La Réunion viennent d'émettre des recommandations concernant la résorption de la dette de la commune de Sainte-Suzanne. Elles tiennent en un mot : augmenter de 33,8 % la taxe foncière.

Sainte-Suzanne fait partie des 4

communes dont la taxe foncière est la plus élevée avec un taux déjà porté à 47,60 % après les villes de Saint-Louis, Saint-Benoît et La Possession. Ce taux avait d'ailleurs régulièrement été augmenté par l'ancienne équipe dirigée par Gironcel. Quant à la majorité de la popu-

lation de cette ville, elle n'est pas aisée, loin de là.

Mais nos hauts fonctionnaires, nommés par Macron, n'envisagent, comme leur maître de rétablir l'équilibre des communes comme de l'État, qu'en faisant les poches des travailleurs et des plus pauvres.

Eau à Mayotte : une politique imbuvable

À Mayotte, faute d'une production suffisante d'eau potable, les tours d'eau sont à nouveau organisés. L'espoir de voir la situation s'améliorer avec la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer à Ironi Bé, sur la côte est de la Grande Terre, vient d'être repoussé sine die.

Le maître d'ouvrage de ce projet de dessalement n'avait rien trouvé de mieux que de prévoir le rejet de la saumure produite dans le lagon ! Or, ce dispositif, s'il avait été mis en fonctionnement, aurait eu des effets délétères sur la faune unique du site. La préfecture, interpellée par des organisations de défense de la nature, a donc décidé de suspendre l'autorisa-

tion de mise en service de la station jusqu'à ce que le projet soit conforme aux normes environnementales.

La production d'eau potable continuera donc à être largement insuffisante pour répondre aux besoins de la population des quartiers, condamnée à passer des heures aux bornes-fontaines pour remplir ses bidons. Et qui dit manque d'eau dit aussi conséquences désastreuses sur la santé des plus pauvres, affectés par les maladies de peau et autres coliques.

Le projet de construction de cette usine de dessalement d'eau de mer avait été lancé... en 2016 sous la présidence de Hollande. Pas plus que ses prédécesseurs de gauche,

Édouard Philippe, homme de droite, n'a contribué à régler le problème de l'eau à Mayotte quand il était Premier ministre de Macron entre 2017 et 2020. C'est sans aucune gêne cependant qu'il vient, s'alignant parmi les prétendants à la présidence de la République, lancer sa campagne à Mayotte en mettant en avant... « la problématique de l'eau » dans ce territoire !

Décidément les Mahorais ont toutes les raisons de se méfier de ces politiciens « chargeurs d'lo » (menteurs en créole réunionnais) et de ne compter que sur leur mobilisation pour se faire enfin respecter !

DANS LES ENTREPRISES

Les grévistes de Derichebourg font reculer leur patron

Commencée le 13 juillet, la grève des ouvriers éboueurs de Derichebourg n'a trouvé son épilogue qu'au bout de trois semaines, le 5 août avec un protocole de fin de grève signé par la direction et les syndicats de travailleurs.

Les grévistes revendiquaient initialement une prime de « partage de la valeur ». ils ont finalement obtenu une augmentation de leurs salaires de 3,5 %.

Il s'agit là d'une reculade de leur direction, car celle-ci se refusait en réalité à toute concession financière et misait sur le pourrissement du

mouvement.

Bien au contraire, celui-ci a tenu trois semaines durant et avec 90 % de grévistes interrompant totalement le ramassage des déchets dans les villes de Saint-Pierre et Petite-Île

C'est cette union et cette détermination des travailleurs qui a pesé dans la balance.

Ni le recours du patron à des intérimaires, ni les manœuvres des dirigeants de la CIVIS qui firent appel à des entreprises extérieures pour « défendre le service public » (sic!) n'ont eu raison de la résolu-

tion des grévistes.

Ils ont fait la preuve que dans cette société les travailleurs sont irremplaçables et que leur unité est une arme déterminante. Bon nombre d'habitants qui leur ont fait part de leur solidarité, malgré les désagréments causés par la grève, ne s'y sont pas trompés.

Un exemple à suivre par tous celles et tous ceux qui en ont assez de vivre en tutelle !

SPL Estival : les travailleurs licenciés, les gredins patronaux toujours en liberté !

La gestion calamiteuse et entachée de détournements de fonds de la SPL Estival par son PDG, Ludovic Alamelou, avait débouché sur un trou de 3,2 millions d'euros, en l'espace de deux ans (2021 et 2022) dans cette entreprise fonctionnant essentiellement avec des fonds publics (Cîrest et Région).

Démissionné de son poste de responsabilité par le président de la Cîrest qui l'avait nommé à ce poste, ledit Alamelou avait depuis retrouvé du travail comme... agent péniten-

tiaire !

Il vient de passer deux jours d'audition à la section de recherches de la Gendarmerie de Saint-Denis à la demande du parquet qui dit mener son enquête sur ce scandale depuis 2021 et qui nous annonce qu'elle n'est toujours pas bouclée !

La justice n'a pas encore pu déterminer qui ont été les bénéficiaires des largesses d'Alamelou alors que les syndicats de l'entreprise avaient interpellé les pouvoirs publics en temps voulu et à plusieurs reprises,

sans résultat.

Aujourd'hui, la direction d'Estival se félicite de ce que les mesures prises par elle (le licenciement de 29 salariés et la baisse de salaire pour ceux ayant gardé leurs emplois) « ont permis de mettre fin à la période de redressement judiciaire ouverte en 2023 et d'ouvrir une nouvelle phase de consolidation ».

Alors que ce qui serait juste c'est que les 29 travailleurs injustement licenciés soient réintégrés et dédommagés du tort qui leur a été causé !

DANS LE MONDE

GAZA

Morts et vivants en enfer

Le 4 août, la population de Gaza a célébré les funérailles collectives de 112 des victimes d'une frappe israélienne. Le fait que ces victimes n'aient pu être enterrées que deux ans et demi après leur mort est une illustration de la barbarie de la guerre et de l'occupation menées par l'État d'Israël.

Le 22 novembre 2023, l'un des bombardements les plus meurtriers de l'armée israélienne dans le quartier de Sabra, à Gaza, avait fait près de 200 morts parmi les membres de deux familles, qui vivaient dans les mêmes immeubles. Depuis, la poursuite de la guerre, et de son cortège de bombardements, de destructions et des déplacements forcés incessants ont empêché les secours et les proches d'accéder aux victimes, restées ensevelies sous les ruines.

Le fragile cessez-le-feu a permis aux rescapés de revenir dans ce quartier rasé et c'est avec très peu de moyens, et souvent à mains nues, que les secouristes ont pu depuis la mi-juillet se mettre à rechercher les dépouilles. Sur les 153 morts emprisonnés sous les décombres, seuls



112 cadavres, parmi lesquels ceux de 37 enfants, ont pu être dégagés.

Les Nations Unies estiment que 61 millions de tonnes de gravats recouvrent l'ensemble de la bande de Gaza. Le ministère de la Santé du territoire estime que 7 400 personnes restent ensevelies dans ce champ de ruines.

Pour le dégager et enterrer dignement leurs morts, les Gazaouis ne disposent que d'une pelleuse ! Quant aux vivants, ils doivent survivre dans des conditions effroyables, sous des tentes ou des abris de fortune infestés de rats. Depuis le cessez-le-feu, l'armée israé-

lienne n'a jamais cessé ses bombardements et de nouvelles victimes s'ajoutent chaque jour aux dizaines de milliers de morts des presque trois ans de guerre. Le gouvernement israélien affame la population, ne laissant arriver qu'au compte-gouttes l'aide alimentaire et a détruit les infrastructures permettant d'accéder à l'eau.

Les grandes puissances impérialistes continuent à le déplorer en paroles, tout en laissant les mains libres à Netanyahu pour tenter d'anéantir les Palestiniens.

Trump dans l'impasse, les peuples trinquent

Après avoir soutenu sans réserve la politique criminelle de Netanyahu à Gaza, puis au Liban, après avoir déclenché, à ses côtés, une guerre contre l'Iran en promettant, fanfaron, la chute de la république islamique, Trump n'en finit pas de manger son chapeau.

Malgré l'accord signé le 17 juin entre l'Iran et les États-Unis, le détroit d'Ormuz n'est toujours pas rouvert. Le 5 août, les dirigeants iraniens annonçaient que les discussions étaient avancées avec le sultanat d'Oman, sans que les États-Unis en soient partie prenante, prévoyant que les deux pays se partagent le contrôle du trafic dans le détroit. Le 11 août, l'Iran posait six conditions aux États-Unis pour sa réouverture. Parmi celles-ci, la levée du blocus naval, le retrait de toutes les forces américaines déployées à proximité de l'Iran, la fin des agressions contre le Liban, la Palestine, l'Irak et les Houthis du Yémen ainsi que l'indemnisation intégrale par les États-Unis des dommages causés en Iran par les deux guerres successives.

D'un côté Trump ne peut pas accepter ces exigences iraniennes qui consacraient un échec de l'impérialisme américain. De l'autre, il n'a pas les moyens politiques, à quelques mois des élections de mi-

mandat, de déclencher une guerre totale contre l'Iran pour prendre par la force le contrôle du détroit. C'est pourquoi Trump tergiverse et répond par de nouveaux ultimatums. Pendant ces joutes verbales, des millions d'habitants de la région subissent les privations quand ce ne sont pas les bombes régulièrement lancées par l'armée américaine sur les ports iraniens.

Autre revers américain, l'Arabie saoudite a signé, le 7 août à la Mecque, un accord de défense avec le Pakistan et la Turquie. Même si ces trois pays sont des alliés des États-Unis, cet accord signé sans le parrainage de Trump, marque la volonté de leurs dirigeants de ne pas dépendre entièrement des États-Unis pour leur défense.

Le 9 août, Netanyahu a déclaré qu'il « *n'effectuera aucun retrait de Gaza tant que le Hamas ne sera pas désarmé* », alors que le Hamas avait annoncé qu'il acceptait de rendre ses armes et de céder la gestion des ruines de Gaza à une autorité technique contrôlée par les États-Unis. Ce refus a été perçu comme une gifle au parrain américain, même si en pleine campagne pour les élections israéliennes, pour lesquelles Netanyahu veut séduire les sionistes les plus ultras, elle ne fait que mettre des mots sur une réalité : Is-

raël, qui multiplie les interventions en Cisjordanie, n'a aucune intention de se retirer de Gaza. Tout le monde le sait, à commencer par les dirigeants américains, mais Netanyahu ne cherche même pas à ménager les apparences.

Ces revers successifs ne signifient ni que la domination américaine sur le Moyen-Orient est vraiment menacée, ni que les dirigeants israéliens imposent leur volonté à Trump. Ils montrent qu'il ne suffit pas à la première puissance impérialiste mondiale de noyer les peuples sous des déluges de bombes pour les soumettre. Ils montrent que le seul avenir que le prétendu « chef du monde libre » et les dirigeants des « démocraties » occidentales ont à offrir aux peuples du monde est une guerre sans fin.



PAKISTAN

Les damnés du fond de la terre

Le 30 juillet une explosion de méthane, à plus de 1 000 mètres de profondeur, a ravagé une mine de charbon dans la région de Sorange, au sud du Pakistan. 34 mineurs, sur les 42 présents, sont morts.

Le Pakistan abrite de nombreuses mines dans lesquelles les travailleurs risquent leur vie. Des milliers d'entre eux ont été victimes d'accidents ces

dernières années et le gouvernement est loin de contraindre les patrons à respecter les obligations légales de sécurité.

Les propriétaires de mines, sans scrupules, exploitent les mineurs pour un euro de l'heure, dégageant d'autant plus de bénéfices que les salaires ne comptent qu'environ pour 5 % dans le prix du charbon. Les autorités de la province versent maintenant des larmes hypocrites et font les

gros yeux au propriétaire de la mine où s'est produite l'explosion. Elles ont annoncé que les familles de chaque mineur mort toucheraient une indemnisation de 1 800 dollars. C'est moins que la valeur des tonnes de charbon qu'un mineur pakistanais remonte en moyenne en trois jours. Dans cette région, comme dans beaucoup d'autres, la vie d'un prolétaire ne vaut pas cher...

Xénophobie sans frontières

L'arrivée soudaine dans l'enclave espagnole de Ceuta de quelque 70 000 jeunes Marocains – dont la quasi-totalité est retournée immédiatement au Maroc – a continué d'alimenter la campagne xénophobe et antimigrants de nombreux dirigeants européens.

La palme revient à la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, qui a rétabli les contrôles aux frontières pour les vols et les bateaux en provenance d'Espagne. En rétorsion, Pedro Sanchez, Premier ministre espagnol, a annoncé la mise en place de contrôles d'identité pour les voyageurs venant d'Italie. Meloni et Mette Frederiksen, Première ministre du Danemark, une social-démocrate qui remue la même boue xénophobe et raciste que son homo-

logue italienne d'extrême droite, ont publié une lettre ouverte aux instances de l'Union européenne (UE). Elles en appellent à « *la protection de l'héritage chrétien de l'Europe* », dénoncent la prétendue « *immigration incontrôlée* » et réclament la création de centres de retour dans des pays hors de l'UE, comme l'Albanie où l'Italie a construit de telles prisons dans le but d'y parquer les étrangers sans papiers.

Les dirigeants européens savent parfaitement que l'UE n'a rien d'une passoire mais tout d'une forteresse aux frontières parfois grillagées et électrifiées. Elle est dotée d'une agence de garde-frontières, Frontex, qui traque sans pitié les pauvres qui tentent de la rejoindre. Ils savent parfaitement que l'économie de cette

riche citadelle ne pourrait fonctionner sans les bras et les cerveaux des travailleurs immigrés. Même Meloni a délivré quelque 900 000 permis de travail à des étrangers extra-européens depuis qu'elle est au pouvoir.

Toutes les déclarations des dirigeants européens sont des postures démagogiques destinées à faire des migrants les boucs émissaires des difficultés que vivent les classes populaires de leurs pays. Il serait suicidaire pour les travailleurs de tomber dans ce piège en se faisant les complices du refoulement de ces damnés de la terre qui, quels qu'en soient les risques pour eux-mêmes, continueront de tenter de passer les frontières.

UKRAINE-RUSSIE

Toujours plus de victimes

C'est une sanglante litanie : chaque jour plus nombreux et plus meurtriers, drones et missiles russes s'abattent sur des villes d'Ukraine. Et chaque jour, en écho, l'état-major ukrainien se félicite, lui, d'avoir frappé « l'ennemi », parfois très loin à l'intérieur de la Russie.

Les communiqués officiels décomptent les victimes civiles. La nuit du 8 au 9 août – car ces attaques ont souvent lieu de nuit, ce qui terrorise plus les populations – des drones russes ont tué cinq habitants d'Odessa et de Kharkiv. Le lendemain, ils ont frappé un hôpital pédiatrique de Kiev, des sous-stations électriques de Kherson et Kharkiv, des entreprises de Donetsk, Dnipropetrovsk et Mykolaïv. Au même moment, des drones ukrainiens incendiaient la raffinerie russe de Nijnekamsk, au Tatarstan : 13 morts.

Toujours pour « ne pas démoraliser l'arrière », de crainte qu'il veuille

alors leur demander des comptes, les dirigeants des deux camps font état d'un nombre de victimes dérisoire. Pour cela, il leur suffit d'abord de ne jamais comptabiliser ces civils sous l'uniforme que sont les soldats, eux qui tombent par centaines et plus chaque jour.

Cette boucherie dure depuis quatre ans et demi. Mais c'est à son 1 624^e jour, le 6 août, que le secrétaire général de l'ONU a estimé que les grandes victimes en sont les populations de « *Kiev et d'autres villes en Ukraine* » ainsi que de « *plusieurs régions de la Fédération de Russie* ». Il a déclaré : « *Ces dernières séries d'attaques suivent un schéma alarmant de frappes contre des zones peuplées, (ce qui est) une violation claire du droit humanitaire.* »

Le Kremlin continue de resserrer son étouffement sur les jeunes et moins jeunes, qu'il expédie au front au rythme de 30 000 par mois, afin de

combler ses pertes. Quant à l'armée de Kiev, elle n'hésite pas – on vient de l'apprendre – à tirer sur ses soldats quand ils reculent et son gouvernement veut réduire encore la liste, pourtant déjà très restrictive, des motifs d'exemption de service.

En clair, chaque camp s'épuise sans grand résultat sur le terrain, mais fait tout pour que la partie adverse, et sa population qui le paye de son sang, ne puissent plus suivre.

C'est à ce prix-là que les coteries dirigeantes se maintiennent au pouvoir à Kiev et Moscou, et qu'elles gardent la main sur les immenses opportunités d'affaires que permet la guerre. Quant aux grands gagnants que sont les marchands d'armes et les groupes capitalistes d'Amérique ou d'Europe, pourquoi voudraient-ils que se termine une tuerie qui leur est si profitable ?

Les divisions entre travailleurs ne profitent qu'à leurs exploiters

En Afrique du Sud, des centaines de milliers de travailleurs africains étrangers ont dû fuir en toute hâte le pays menacés qu'ils étaient par les manifestants xénophobes sud-africains, avec la complicité du gouvernement dirigé par l'ANC.

Ils étaient accusés de « voler le travail des travailleurs sud-africains ».

À peine quelques semaines après ces manifestations de rejet des étrangers, le retour de bâton ne s'est pas fait attendre. Les propriétaires de

vergers d'agrumes ne trouvent plus assez de bras pour récolter leurs fruits qui vont pourrir sur pied faute de gens pour les ramasser et les viticulteurs pas assez d'ouvriers pour tailler leurs vignes !

Quant aux travailleurs pauvres sud-africains qui auraient pu rêver d'occuper les places laissées par leurs camarades d'infortune étrangers, ils resteront sans emploi, car les capitalistes de la terre préfèrent laisser leurs cultures sans soins plutôt que de payer le travail à faire au

tarif national.

La division entre travailleurs nationaux et étrangers ne profite qu'à leurs exploiters. Pour tous les travailleurs, qu'ils soient du pays ou d'ailleurs, c'est un piège mortel. La seule façon pour eux de se sortir de cette impasse, c'est de mener la lutte commune contre les patrons pour que tout le monde ait un travail et payé au même prix !

Aux Comores aussi, l'étranger bouc émissaire !

Dans cet archipel, le gouvernement vient de promulguer une loi interdisant dorénavant l'exercice des petits métiers de rue (vente de fruits, salons de coiffure) aux ressortissants étrangers, essentiellement des Malgaches et des réfugiés de l'est africain, soi-disant pour réserver ces travaux aux nationaux au chômage dépourvus de formations professionnelles.

Cette mesure discriminatoire n'est qu'une manœuvre grossière destinée à détourner la colère des masses pauvres de ce pays contre plus pauvres qu'elles plutôt que contre leurs exploiters bien nationaux qui détournent systématiquement les fonds publics et laissent la population comorienne sans eau potable et sans électricité, sans logements décentes et avec un

hôpital dernier cri incapable de fonctionner pour cause de salariés en nombre suffisant !

Les manifestations des quartiers pauvres contre la vie chère en mai dernier ainsi que l'assassinat de deux jeunes par les forces de répression désignent, aux yeux de tous, la classe dirigeante comme responsable. Pas les travailleurs étrangers !

MADAGASCAR

Le pillage impérialiste continue pour faire la guerre à l'humanité !

Madagascar est, comme certains pays d'Afrique, un « scandale géologique ». Ceci dit dans le sens où ce pays regorge de richesses minières. Et cela attire bien sûr les rapaces de la finance et des industriels des pays riches.

Après l'exploitation de l'ilménite dans la région de Fort Dauphin par les capitalistes de la QMM, filiale du groupe anglo-australien Rio Tinto, voilà que Trump déclare avoir des visées sur les terres rares présentes dans le nord-ouest de l'île. La société australienne Harena Rare Earth et la société américaine International Development Finance Corporation sont

sur les rangs.

Le dirigeant en chef de la première puissance mondiale estime en effet que « *la sécurisation de nos chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques est une priorité nationale* ». Pour lui et les intérêts qu'il représente, il n'y a qu'à se servir là où se trouvent ces minerais tant convoités. L'avis des peuples concernés est quantité négligeable.

Et il précise comment et à quelles fins il compte utiliser ces minerais : « *Les terres rares sont essentielles aux technologies qui soutiennent l'industrie et la sécurité nationale des États-Unis, notamment les systèmes de défense à guidage de pré-*

sion »...

Vous savez ces guidages de précisions qui permettent aux missiles et aux bombes de Trump et de Netanyahu de faire le maximum de dégâts et de morts parmi les populations du Moyen-Orient qui refusent de marcher au pas !

